

Israël/Après la diffusion des résultats quasi définitifs des législatives Le pays dans l'impasse

AFP
Jérusalem/Israël

Aucun des deux camps n'obtient, via leurs alliés, le nombre décisif de 61 députés, seuil de la majorité au Parlement.

LES résultats quasi définitifs des législatives israéliennes annoncés hier confirment une impasse politique mettant en péril le règne du Premier ministre Benjamin Netanyahu, dont le parti est arrivé en deuxième place. Avant la diffusion de ces résultats, le Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu et le parti centriste "Bleu-blanc" de Benny Gantz, arrivés au coude-à-coude au scrutin de mardi, espéraient gagner quelques sièges supplémentaires pour accentuer leur rapport dans les pourparlers en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Mais le portrait quasi définitif dévoilé hier par la commission électorale, qui doit encore décompter les votes de 14 bureaux où des irrégularités ont été signalées, est conforme aux prévisions : 33 sièges pour le parti de Benny Gantz et 31 pour celui de Benjamin Netanyahu, sur les 120 du Parlement.

En troisième position, la "Liste unie" des partis arabes israéliens rafle 13 sièges, suivie du parti ultra-orthodoxe séfarade Shass qui en obtient neuf. La formation laïque nationaliste Israël Beiteinou de l'ancien ministre Avig-



Le général Benny Gantz (g), et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

dor Lieberman obtient huit sièges, à égalité avec le parti ultra-orthodoxe ashkénaze Yaadout Hatorah ("Judaïsme unifié de la Torah" en français). Puis viennent la liste de droite radicale Yamina avec sept mandats, le parti travailliste avec six et finalement la liste de gauche du Camp démocratique avec cinq sièges.

DEUX CAMPS. Ni M. Gantz, ni M. Netanyahu n'obtiennent, via leurs alliés, le nombre décisif de 61 députés, seuil de la majorité au Parlement, et tout deux ont plaidé jeudi pour des discussions visant à former un gouvernement "d'union nationale".

L'objectif est d'éviter que le scénario des législatives du mois d'avril ne

se répète : les deux rivaux étaient arrivés ex-aequo et le président Reuven Rivlin avait confié au Premier ministre sortant la tâche de former une coalition pour constituer un gouvernement.

Incapable d'y parvenir, M. Netanyahu avait préféré dissoudre le Parlement et provoquer de nouvelles élections que de permettre à Benny Gantz de tenter sa chance pour former une coalition.

Aujourd'hui, Israël se retrouve de retour à la case départ. Le président Rivlin doit entamer ce dimanche des consultations avec les partis au Parlement, qui doivent chacun recommander un candidat pour la constitution d'un gouvernement. Les alliances pourraient

faire émerger deux blocs au Parlement : d'un côté M. Gantz et ses alliés réels (gauche) et potentiels (liste arabe) qui totaliseraient 57 sièges, et de l'autre le camp des partis de droite et religieux menés par M. Netanyahu, avec 55 sièges.

Au milieu, Avigdor Lieberman et son parti nationaliste laïc à la fois hostile aux partis arabes et aux juifs ultra-orthodoxes joue clairement la carte du "non-aligné".

"Il n'y a qu'une option pour nous et c'est la formation d'un large gouvernement d'union nationale et libéral avec Israël Beiteinou, le parti Bleu-blanc et le Likoud", a déclaré M. Lieberman.

"JE VAIS FORMER CE GOUVERNEMENT" • M.

Netanyahu, le plus pérenne des Premiers ministres israéliens avec 13 années au pouvoir dont les dix dernières sans discontinuer, a proposé jeudi des discussions directes avec son rival.

Mais Benny Gantz, qui se dit vainqueur des élections car son parti "Bleu-blanc" (Kahol Lavan) a remporté le plus grand nombre de sièges, n'entend pas se faire imposer des conditions par le Premier ministre sortant, stratège passé maître dans l'art de la survie politique.

"Le parti Bleu-blanc que je dirige a remporté les élections", a affirmé jeudi M. Gantz. "Je vais former ce gouvernement avec moi à sa tête (...). Nous écouterons tout le monde mais n'accepterons pas qu'on nous dicte des choses", a-t-il à l'endroit de M. Netanyahu.

La liste des partis arabes, qui émerge comme la troisième force politique du pays, a dit vouloir barer la route à Benjamin Netanyahu, à qui elle reproche entre autres sa loi sur l'Etat-nation consacrant Israël comme Etat juif, mais n'a pas dit si elle allait soutenir son rival Benny Gantz, qui était chef de l'armée lors de la guerre de Gaza en 2014. A qui le président confiera-t-il la tâche de mettre en place une coalition ? Et le candidat désigné parviendra-t-il à sortir le pays de l'impasse ? Suite normale du feuilleton dimanche, après le shabbat.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Violences. 1 500 étrangers ont fui leur foyer**

Quelque 1 500 migrants et réfugiés en Afrique du Sud ont dû quitter leur foyer pour fuir les violences xénophobes qui ont frappé les étrangers dans ce pays au début du mois, a indiqué hier l'Onu qui renforce sa présence sur place.

• **Nigeria/Criminalité. Un "tueur en série" arrêté à Port Harcourt**

La police nigérienne, enquêtant sur les meurtres d'au moins huit femmes dans des hôtels de la ville de Port Harcourt, dans le sud-est, a arrêté jeudi un homme présenté comme un des "tueurs en série" dont les actes enflamment la Toile depuis plusieurs semaines.

• **Tunisie/Présidentielle. Le parti Ennahdha dit soutenir Kais Saied**

Le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, dont le candidat, Abdelfattah Mourou, est arrivé troisième (avec 12,88% des suffrages) au premier tour de l'élection présidentielle en Tunisie, a annoncé hier qu'il soutiendrait l'universitaire Kais Saied au second tour.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. Attentat près d'un hôpital : le bilan passe à au moins 39 morts**

Le bilan d'un attentat des talibans ayant touché jeudi un hôpital dans le sud de l'Afghanistan est passé à au moins 39 morts et 140 blessés, a-t-on appris hier auprès des autorités de la province de Zaboul. Le bilan initial était de 20 morts et 90 blessés.

• **Allemagne/Politique. Au moins 100 milliards pour le climat d'ici 2030**

Les partis de la fragile coalition gouvernementale d'Angela Merkel ont bouclé à l'arraché hier une stratégie pour le climat représentant au moins 100 milliards d'euros d'investissements d'ici 2030, sous la pression de manifestations massives dans toute l'Allemagne.

• **Ukraine-Etats-Unis/Diplomatie. Zelensky va rencontrer Trump**



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky rencontrera pour la première fois son homologue américain Donald Trump la semaine prochaine lors d'un voyage aux Etats-Unis, l'un des principaux soutiens occidentaux de l'Ukraine, a annoncé Kiev hier.

Burkina Faso/Violence jihadiste

Au moins 5 soldats tués dans une embuscade dans le Nord-Ouest

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

AU moins cinq soldats burkinabè ont été tués dans la nuit de jeudi à hier dans une embuscade dans le nord-ouest du Burkina Faso, tout près de la frontière malienne, a appris l'AFP hier de sources sécuritaires.

"Une patrouille militaire a été attaquée hier (jeudi) nuit lors d'une embuscade menée par des individus armés aux environs de Toeni (localité située dans la province du Sourou). Cinq soldats sont décédés et un autre élément a été blessé", a déclaré une source sécuritaire.

"La riposte a aussitôt été apportée par les éléments et un renfort a été dé-

ployé en vue d'assurer un ratissage", a indiqué une deuxième source source sécuritaire, qui a confirmé l'attaque sans donner de bilan.

Mi-août, quatre militaires avaient été tués sur l'axe Toéni-Loroni, toujours dans la province du Sourou.

Egalement dans la nuit de jeudi à hier le pont de Boukouma, sur la route reliant Djibo à Dori, deux des grandes villes du nord du Burkina, a été détruit à l'explosif, selon des habitants joints par l'AFP. Ce secteur est particulièrement touché par les attaques jihadistes qui ont entraîné la fuite de milliers d'habitants.

Le Burkina Faso, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, est pris depuis quatre ans et demi dans



La région du nord (ici une patrouille de la gendarmerie) à nouveau théâtre d'une attaque jihadiste sanglante.

une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes, certains affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe Etat islamique.

Depuis début 2015, les attaques jihadistes, de

plus en plus fréquentes et meurtrières, en particulier dans le Nord et l'Est, ont fait plus de 570 morts, selon un décompte de l'AFP.

Sur la période de 2015 à 2019, on a enregistré en-

viron 440 incidents au Burkina Faso, selon le gouvernement burkinabè.

L'armée burkinabè, qui subit de lourdes pertes, semble incapable d'enrayer les attaques, tandis que la menace, d'abord concentrée dans le Nord, touche plusieurs autres régions du pays, dont les régions de l'Est et de l'Ouest. La semaine dernière, le Burkina a accueilli un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sur "la lutte contre le terrorisme". Les Etats, qui craignent que les attaques jihadistes ne s'étendent du Mali, Burkina et Niger aux autres pays, ont convenu d'un plan d'un milliard de dollars de lutte contre le jihadisme sur cinq ans.

Photo : AFP/ L'Union

Photo : AFP/ L'Union